

POLITIQUE Interview de Charles Buttner

« Il faut sortir des tutelles mentales »

Président du conseil général du Haut-Rhin de 2004 à 2015, Charles Buttner a gardé le silence pendant sept mois. Il a accepté de répondre aux questions des *DNA*. Il s'exprime sur la Grande Région Est, le projet de vente de la Maison de l'Alsace à Paris et la fusion des agences économiques et touristiques.

Vous avez totalement disparu des radars depuis le mois de mars. Que signifie ce silence : le ressentiment, la liberté ou l'indifférence ?

J'ai toujours été un homme libre. J'ai réussi une carrière professionnelle qui m'a donné énormément de bonheur, de professeur d'EPS à proviseur. Cette carrière m'a permis une totale indépendance dans mes engagements politiques : jamais aucun parti ne m'a dicté la moindre consigne. Quand on a été heureux dans ce qu'on a fait, qu'on est fier des bilans réalisés, la décision d'arrêter apporte sérénité et liberté. Et, depuis, c'est dans un bonheur parfait que je cultive mon jardin. Mais je ne peux être indifférent au destin de ma région car j'ai été acteur de la vie politique.

« Trop se taisent par manque de courage collectif »

Or, la pensée politique alsacienne n'existe plus. Elle était imprégnée de décentralisation, de centrisme, d'ouverture rhénane, de fédéralisme. Elle était faite de grandes gueules et d'esprits de culture et de fierté, d'un *Heimatgefühl* (sentiment d'appartenance au pays) qui faisait de notre région une petite terre unique. Ce sont les partis à la solde jacobine et les ententes en réseau qui dominant. Ceux qui aiment la liberté d'avancer, de penser, d'entreprendre ne sont plus dupes.

N'avez-vous pas le sentiment de vous être exclu tout seul ? Je n'ai jamais adhéré à un quelconque système. C'était d'ailleurs plutôt l'inverse : la majorité départementale a adhéré pleinement au Projet pour le Haut-Rhin que j'avais initié.

Aujourd'hui, le pouvoir central a ramené la France avant 1982. Rester acteur dans un tel système d'appauvrissement du territoire, ce serait le cautionner. Impossible pour moi. J'ai décidé d'en sortir pour, librement, mieux le combattre. Personne ne peut donc se targuer d'évincer quelqu'un qui veut partir de son propre chef. Ils sont tous si avides de poste et si peu enclins à se remettre en question qu'ils ne peuvent même imaginer que l'on puisse vivre sans eux. C'est confortable pour eux de se cacher derrière les chefs, de se plaindre de l'abstention et du vote FN, de ne rien faire.

Mon départ de la présidence, maquillé en éviction, a permis d'instaurer une sorte de terreur par l'exemple. Cela me fait rire.

Considérez-vous aussi, comme les présidents Eric Straumann et Frédéric Bierry, que les deux Départements alsaciens doivent être le relais, dans la proximité, de l'ex-région Alsace au sein de la Grande Région Est ? Comme départementaliste, une telle



Charles Buttner, ancien président du conseil général du Haut-Rhin : « Nos politiques et nos administrations ne sont pas encore arrivés au XXI^e siècle. » PHOTO DNA

perspective devrait vous réjouir.

J'avais proposé une intercollectivité début 2011. Nous avons même voté des orientations budgétaires communes entre les deux départements. Éric Straumann a, en séance le 17 février 2012, voté avec l'opposition socialiste, contre notre Majorité alsacienne, la disparition du Haut-Rhin. Si le système l'a missionné pour me succéder, c'est bien pour continuer le processus de laminage. Les députés et sénateurs ont fait des combats en dentelles et n'ont pas compris la blessure profonde faite aux habitants de l'Alsace.

« L'Alsace est une région française stratégique, pas un bidépartement enrubanné comme lot de consolation »

Les Alsaciens ont eu du nez. En effet, si nous avions été une collectivité unique, nous aurions été absorbés encore plus vite. Avoir choisi le « non » à une question différente autorise un pays démocratique à punir le peuple et personne ne réagit ? Pire, le système culpabilise le citoyen, coupable et responsable de tout : de la dette abyssale de

l'État, de ne pas dire « oui » aux référendums, d'être au chômage, d'être un réfugié... Notre société se déshumanise. Philippe Richert a donné la preuve que la fusion des collectivités était un instrument pour son ego : n'a-t-il pas, seul, décidé de donner l'Alsace sans contrepartie, sans négocier, sans consulter quiconque, à la Lorraine ? Il a confirmé son aveuglement en refusant la pétition « Alsace retrouve ta voix » et ses 115 000 signatures. Aucun Alsacien n'avait de surcroît donné mandat à la majorité du conseil régional pour supprimer l'Alsace.

Que pensez-vous du projet de vente de la Maison de l'Alsace à Paris, propriété des deux conseils départementaux alsaciens ?

Ma majorité s'était battue bec et ongles pour la Haute Alsace, pour le canal Saône-Rhin, le TGV Rhin-Rhône, le raccordement ferré de l'EuroAirport, la coopération transfrontalière, contre la fermeture de Fessenheim sans contrepartie énergétique et économique, pour devenir le département le mieux géré de France. Aujourd'hui, le mot d'ordre parisien est : « Il n'y a plus d'argent ». Mais pour qui et pour quoi payons-nous alors toujours plus d'impôts et de taxes ? De quel droit peut-on seulement envisager d'engloutir le patrimoine des Bas-Rhinois et des Haut-Rhinois pour les abysses du passif national ? C'est une abdication

territoriale.

Que pensez-vous de la fusion des agences de développement économique du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (Adira et Cahr) et celle des agences touristiques (ADT 67 et ADT 68) ? On retrouve ici, à nouveau, le logiciel jacobin : ne jamais fédérer, mais toujours obliger à fusionner-absorber. Supprimer tout pouvoir local, pour assurer son hégémonie. La question demeure toujours lancinante : fusionner, mais pour quoi faire, pour quel projet ?

Vous êtes un fédéraliste. La réforme régionale ne conforterait-elle pas l'idée que votre combat est vain ?

Je suis fédéraliste parce que

notre histoire binationale est dans mes gènes. Je suis rhénan, donc habitué à différents modèles de pensée, politiques, culturelles, économiques. La réalité et l'avenir se fabriquent ; c'est le but du combat. L'Union européenne, le statut de l'EuroAirport, ces institutions étaient du domaine de l'improbable voire de l'impossible.

« Rien n'est acquis, c'est pourquoi il faut encore croire en la politique »

Mais aujourd'hui, c'est un retour en arrière : des régions stratèges sans moyen d'agir, des départements en voie « d'agencification » et la volonté du gouvernement de mettre sous contrôle ses collectivités vassales par le biais des préfetures préfiguratrices d'un État en quête d'autorité.

La coopération transfrontalière a été au cœur de votre engagement. N'était-ce pas une erreur politique dans la mesure où elle ne s'appuie sur aucune réalité institutionnelle en France ?

J'ai étudié dans le détail l'organisation démocratique en Suisse, en Allemagne et en Autriche. Celle-ci est pour moi un idéal à atteindre. Le modèle France ne marche plus. Il faut cesser de se mentir, arrêter de tout attendre de l'absolutisme étatique et se faire confiance pour sortir des tutelles mentales. Il faudrait oser consolider, consacrer une première en Europe, la Région Métropolitaine Trinationale du Rhin Supérieur. J'ai contribué à sa création, puis à sa présentation à Bruxelles, en 2009. Berlin, Bern et Paris l'ont officialisée le 9 décembre 2010 à Offenbourg.

L'Alsace est trop européenne, trop ouverte avec ses voisins les plus prospères au monde. Il fallait la noyer en utilisant l'artifice de grandes régions. Nos politiques et nos administrations ne sont pas encore arrivés au XXI^e siècle. L'erreur politique est là. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
FRANCK BUCHY

« JE NE VOIS AUCUN SOUFFLE CHEZ LES PARTIS PARISIENS »

Pourquoi n'êtes-vous pas candidat sur une liste Unser Land aux élections régionales ? Est-ce à dire que vous ne ferez plus jamais de politique ?

Charles Buttner : « J'ai lancé *Schnabelix*, la Cigogne Rebelle, j'ai réuni les composantes manifestantes pour l'Alsace, j'ai initié la pétition qui a recueilli 115 000 signatures, j'ai pavoisé de *rot un wiss* le conseil général du Haut-Rhin, la statue de la Liberté à Colmar, le Schweissdissi à Mulhouse. N'est-ce pas beaucoup plus que d'être candidat ? Je pense que ces élections régionales devraient favoriser l'essor, au niveau national, d'un mouvement régionaliste et décentralisateur qui prenne de l'ampleur ces prochaines années dans une Europe des Peuples. Je m'implique dans ce sens-là. Je soutiens pleinement Unser Land. Tous ceux qui souffrent du massacre de notre territoire, de nos valeurs, de nos richesses ont besoin de pouvoir s'exprimer, et tant d'autres ont besoin de trouver une alternative à voter FN. Unser Land a quelque chose à dire, lui. Je ne vois aucun souffle, esprit, programme chez les partis parisiens qui ont leur porte-parole en région. »